

# TOULON

# RIPOSTE



Le bulletin d'information de la section de Toulon du Parti Socialiste N°2

« Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel » Jean JAURES

## Sommaire

Pages 1 à 3 : **Editorial** : « Le Parti socialiste, une force d'opposition et de proposition »

Page 3 : **Agenda de la section**

Page 3 : **Elections européennes**

Pages 4 à 7 : **Conseil municipal du 27 février 2009**

Pages 7 à 9 : **Une Tribune Libre** : « Cibler les vraies priorités » et deux communiqués de presse : « Le logement social un enjeu de premier plan pour Toulon » - « A Toulon, comme ailleurs, la réduction des dépenses de santé a un coût...humain ! »

**Q**u'ils soient salariés du privé ou du public, demandeurs d'emploi, retraités, ils étaient près de 25 000 à défiler, le 29 Janvier dernier à Toulon.

## Editorial Le Parti socialiste une force d'opposition et de proposition

politique trop souvent à sens unique, n'est pas dans la simple réaction, puisqu'il consacre une très large place à la réflexion prospective.

**L**e porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, a déclaré ce jour-là : « A l'UMP nous sommes attentifs à l'inquiétude exprimée par les manifestants qui ont pu se faire entendre malgré le brouhaha organisé par le PS et les mouvements d'extrême gauche qui essaient de se refaire une santé sur le dos des français. »



Laurent POZZI-PASQUIER  
1<sup>er</sup> Secrétaire Section de Toulon

**L**a crise est bien évidemment un sujet de préoccupation pour nos concitoyens, mais elle n'est pas le seul.

**L**es « réformes », engagées au pas de charge et dans la plus totale confusion par le gouvernement, suscitent aussi de l'anxiété. Elles sont parfois même vécues de façon anxiogène et douloureuse par nos concitoyens.

**P**our masquer les insuffisances de la politique gouvernementale, Frédéric Lefebvre suggère insidieusement que la gauche prend argument de l'inquiétude des français pour reprendre des forces.

**S**elon un sondage CSA paru dernièrement dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France", 49% des Français (soit près d'un sur deux) estiment ainsi que la politique de Nicolas Sarkozy n'est pas cohérente, 54% qu'elle n'est pas juste et 60% qu'elle n'est pas efficace.

**C'**est bien mal connaître notre parti qui, s'il a en effet vocation à être aux côtés de ceux qui souffrent et qui font les frais d'une

**D**ans son intervention du 29 janvier, le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, balaie pourtant sans état d'âme ces inquiétudes en poursuivant : « *Il nous faut continuer de travailler aux réformes du pays ; les textes en discussion au Parlement sur la relance, le logement ou la santé, dans les prochains jours, doivent être l'occasion d'approfondir notre action.* »

**P**our ce qui concerne la relance, je vous recommande la lecture dans ce bulletin de la Tribune Libre de Robert Alfonsi, Viviane Driquez, Lorenzo Mateos et Sophie Lebedel conseillers municipaux du groupe de la gauche toulonnaise, publiée dans « Toulon Méditerranée Magazine » de février-mars 2009 et intitulée « *Cibler les vraies priorités* ». Lors du vote du budget de Toulon, ces élus ont fermement exprimé leur désaccord avec les choix budgétaires de la majorité municipale d'Hubert Falco.

**A** propos du logement, lisez le communiqué de presse intitulé « *Le logement social, un enjeu de premier plan pour Toulon* », que notre section a établi, au moment où la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion dite loi « Boutin » était en discussion au Parlement. Cette loi a depuis, été définitivement adoptée le 19 février, après que les parlementaires de gauche et les socialistes en particulier aient longuement ferraillé contre elle.

**M**ême si la commission mixte paritaire a, contre l'avis du gouvernement, intégré un certain nombre d'amendements qui répondent aux demandes exprimées par la gauche et les partenaires sociaux, cela n'a pas empêché les députés et sénateurs PS de déposer un recours devant le Conseil constitutionnel contre la loi "Boutin".

**I**ls lui reprochent notamment de supprimer le droit au maintien dans leur habitation aux locataires qui dépassent de plus de deux fois les plafonds de ressources. Cette modification substantielle de leur contrat d'habitation méconnaît les articles 4 et 16 de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789

garantissant la liberté contractuelle et la sécurité juridique.

**C**oncernant enfin la santé, lisez le communiqué de presse édifiant que notre section a intitulé « *A Toulon, comme ailleurs, la réduction des dépenses de santé a un coût...humain !* »

**M**ilitants socialistes, nous avons distribué début février, sur les marchés toulonnais, un tract intitulé « *Notre santé n'est pas une marchandise* » qu'il est possible de retrouver sur le blog de la section de Toulon : [www.pstoulon.org](http://www.pstoulon.org)

**L**es propositions avancées par Nicolas Sarkozy au cours du sommet social du 18 février n'ont pas convaincu. La légère inflexion sociale de la politique gouvernementale avait sans doute plus pour objectif de saper l'unité syndicale que de répondre aux exigences des salariés demandeurs d'emploi et des retraités, face à la crise.

**L**es huit organisations syndicales - CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA - ne s'y sont pas trompées. Elles ont réaffirmé leur unité et confirmé qu'une nouvelle journée de mobilisation aurait lieu le 19 mars prochain centrée autour de trois revendications :

- les salaires,
- la suppression de la loi Tepas qui met en œuvre le bouclier fiscal et la défiscalisation des heures supplémentaires,
- l'abandon des 30 000 suppressions de postes dans la fonction publique prévues cette année.

**Ce 19 mars, soyons encore plus nombreux sous les banderoles du Parti Socialiste pour défendre ces légitimes revendications.**

Amitiés socialistes  
Laurent POZZI-PASQUIER

## Agenda de la section

- Jeudi 5 mars : assemblée générale ayant trait au budget municipal
- Dimanche 8 mars : journée internationale de la femme
- Jeudi 12 mars : vote sur le texte d'orientation « Donner une nouvelle direction à l'Europe » et sur la liste des candidats socialistes de la circonscription du Sud-est pour les élections européennes
- Mardi 17 mars : réunion d'accueil des nouveaux adhérents au siège de la section
- Jeudi 19 mars 2009 : journée nationale de mobilisation interprofessionnelle

---

## Elections européennes

Le Conseil national du PS a entériné par une très large majorité (189 voix pour, 14 contre et 18 abstentions), les listes pour les élections européennes qui seront soumises au vote des militants le 12 mars prochain. Un texte plate-forme, socle de départ du programme des socialistes pour ces élections, intitulé « Donner une nouvelle direction à l'Europe », a également été présenté après avoir été voté par le Bureau national. Pour le télécharger suivre le lien :

<http://actus.parti-socialiste.fr/2009/02/28/donner-une-nouvelle-direction-a-leurope/>

---

## Télécharger le « Manifesto »

Les 1er et 2 décembre 2008, les 27 représentants des partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes de toute l'Europe ont adopté à Madrid leur programme commun pour les élections européennes de juin 2009, le « Manifesto ».

Pour le télécharger suivre le lien :  
<http://www.box.net/shared/static/dkypbc12vg.pdf>

## Le Conseil municipal du vendredi 27 février 2009

Devant les caméras de Canal plus, Hubert Falco est plus paternaliste que jamais. Il interpelle les élus de sa majorité et de l'opposition par leur prénom et évoque à intervalles réguliers « nos anciens », « nos petits », « nos chiens », « nos chats », avec des trémolos dans la voix.

S'il s'abstient de parler politique – il se garde bien d'engager le débat sur la situation des toulonnaises et toulonnais face à la crise ou sur l'éco-développement urbain, la jeunesse ou la culture - il monopolise la parole pour vanter son action ou celle de Sarkozy ou pour décrire par exemple avec force détails les visites de stades qu'il a inscrites au rang de ses priorités, dans le cadre de ses voyages ministériels.

Il indique que les dégâts provoqués par la tempête de décembre dernier sur les plages du Mourillon vont occasionner 1,4 millions d'euros de travaux qui concernent en priorité la remise en état de la grande digue.

Le classement demandé de la commune en état de catastrophe naturelle devrait permettre, s'il aboutissait, d'obtenir une prise en charge de l'Etat et de diminuer le coût de ces travaux de 30%.

Notre camarade Robert Alfonsi intervient pour souligner que compte tenu des bouleversements climatiques annoncés, il vaudrait mieux anticiper en lançant des travaux appropriés, afin de ne pas avoir à refaire dans quelque temps ce qui aura été fait.

A propos de la création annoncée par Hubert Falco d'une mairie de quartier à

Saint-Jean-du-Var, Robert Alfonsi intervient à nouveau pour dire que Saint-Jean est un quartier en souffrance et qu'y habitant, il est en mesure d'affirmer que les adolescents n'ont aucun local à leur disposition pour se retrouver.

L'adjoint à la jeunesse Michel Bonnus lui répond qu'il est conscient du problème et qu'il proposera un projet pour les jeunes du quartier, d'ici l'été.

Au moment du vote d'une délibération autorisant le Maire de Toulon à signer le plan local d'application de la Charte nationale d'insertion avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), notre camarade Viviane Driquez intervient à son tour.



Elle déclare : *« Monsieur le Maire, le 18 mai 2006, vous avez signé avec nos partenaires (Communauté d'agglomération TPM, Conseil général, Conseil régional) une convention avec l'ANRU dont l'objet est la requalification et l'aménagement du centre historique de la ville de Toulon.*

*Ce programme prévoyait 160 millions d'euros engagés sur 6 ans soit jusqu'en 2012.*

*Dans le cadre des opérations de rénovation qu'elle subventionne, l'ANRU impose que le porteur du projet et les maîtres d'ouvrage respectent les dispositions d'une charte.*

*Cette charte prévoit un objectif d'insertion au bénéfice des habitants des zones urbaines sensibles.*

*Un minimum de 5% du volume total des heures travaillées pour les travaux d'investissement doit leur être réservé,*

*ainsi qu'un minimum des embauches directes ou indirectes pour la gestion urbaine de proximité et la gestion urbaine des équipements créés ou rénovés, financés par l'ANRU.*

*Le non respect de cet objectif d'insertion est susceptible d'engendrer une pénalisation de la part de l'ANRU.*

*Monsieur le Maire, dans la belle plaquette intitulée « ensemble continuons » que vous avez adressée aux toulonnaises et aux toulonnais durant la campagne des dernières Municipales, vous avez annoncé : « Grâce au dispositif de la zone franche, des actions de développement solidaire permettront au centre ville d'offrir de nombreux emplois aux jeunes les plus défavorisés ».*

*Monsieur le Maire pouvez vous nous dresser un bilan des embauches directes ou indirectes en application de la clause d'insertion de l'ANRU pour les chantiers en cours.*

*A l'heure où les chiffres du chômage explosent (90 200 demandeurs d'emploi en plus pour ce mois de janvier) et lorsque l'on sait que les jeunes sont les principales victimes du chômage (+5,1%) et qu'ils sont frappés de manière encore plus significative lorsqu'ils sont issus des quartiers ZUS.*

*En ces temps de crise économique sans précédent où les entreprises licencient, où les entreprises d'intérim ont une baisse considérable de missions.*

*Il est urgent de donner leur chance à ces jeunes et ces personnes déjà défavorisées.*

***Il est vrai que ces entreprises ont besoin de personnels formés et compétents, mais il existe bon nombre de dispositifs de formation qui permettraient à ces publics de se former et ou de se perfectionner afin de devenir complètement opérationnels et intégrer le monde du travail !***

***Ce n'est ni leur motivation ni leur volonté qui manquent !***

***Nous savons que la mission locale pilote le dispositif et que les associations d'insertion sont fortement impliquées comme il se doit dans ces actions.***

***Pour les chantiers à venir est-il prévu que la clause se décline ? Pouvez-vous par exemple nous dire très concrètement comment l'objectif d'insertion sera mis en pratique dans le cadre de la réhabilitation programmée dans le quartier de la Beaucaire ?***

***Et pour finir ne pourrait-on pas étendre la question en ce qui concerne les travaux à moyenne et longue échéance comme le centre de semi-liberté (à La Valette) et la création de la cité judiciaire annoncés récemment par la Garde des Sceaux, Mme DATI ? Je vous remercie. »***

L'intervention de Viviane Driquez suscite un branle-bas de combat dans les rangs de la majorité municipale. Hubert Falco s'efforce d'amuser la galerie pendant que des élus de ses rangs se mettent en quête de réponses aux questions posées. Le Maire évoque ainsi jusqu'à la crise...au Japon, pour faire diversion ! Si l'adjoint Robert Cavanna affirme que la clause d'insertion sociale figure bien dans les appels d'offre des marchés publics, personne dans la majorité municipale n'est au final en mesure de dresser le moindre bilan des embauches

réalisées en application de la clause d'insertion...

Jean-Louis Bouguereau l'élu du Front National revient en fin de conseil sur son vote en faveur des subventions aux associations en soulignant que si son parti les a bien votées favorablement c'est à l'exception des 200 euros au profit de la Ligue des Droits de l'Homme...

Peu de temps auparavant ce même Bouguereau a refusé de voter "*comme de coutume au FN*" les attributions de subvention effectuées dans le cadre de la politique de la Ville.

Un peu plus en amont encore, l'élu du FN s'était déjà distingué en appelant, pour remplacer la prison Saint-Roch...à la construction d'un centre de détention suffisamment vaste afin de répondre à la montée de l'insécurité. Il n'avait pas compris que l'opération de démolition avait pour préalable le relogement du quartier de semi-liberté qui s'y trouve et que la destruction du bâtiment devrait permettre la construction à sa place d'une cité judiciaire et non d'une nouvelle prison.

Jean-Louis Bouguereau, et l'autre élue FN Danièle Le Gac s'abstiennent de voter la reprise sur provision effectuée en exécution du jugement de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 13 mai 2008 concernant l'affaire "Jeunesse Toulonnaise".

Après la mise en liquidation en 1999 de l'association, le liquidateur s'était retourné contre la Ville gérée alors par le FN et celle-ci a été condamnée à verser la somme de 2 813 236,96 euros.

Hubert Falco pointe à cette occasion la "*gestion calamiteuse*" du Front national et il reproche aux élus FN de manquer de courage en s'abstenant de voter cette reprise sur provision.

**C**haque année, le vote du Budget est l'acte majeur de l'exercice de notre mandat d'élus municipal.

Cette année 2009, plus que les autres.

En effet, la récession frappe la France, comme tous les autres pays. Les conséquences économiques et sociales sont déjà très lourdes pour la population. Elles le seront malheureusement encore plus dans les mois à venir. Dans ce contexte, la puissance publique, l'Etat et les collectivités territoriales, ont des responsabilités décuplées pour atténuer, si possible, les conséquences de la crise sur la vie quotidienne de nos concitoyens.

Force est de constater que le gouvernement tourne le dos à cette exigence. Il a fait le choix, avec son plan de relance, d'aider les banques et les entreprises à hauteur de 26 milliards d'euros. Mais tout aussi importante, sinon plus, aurait été une aide massive aux collectivités territoriales qui représentent 75% des investissements de notre pays. Il s'y est refusé en bloquant ses dotations au même niveau que les années précédentes. Toutes les collectivités sont dès lors confrontées à des difficultés inouïes pour bâtir leur budget.

Toulon comme les autres.

Ainsi les dépenses d'investissement qui sont le marqueur de la bonne santé d'une collectivité, sont cette année globalement en recul pour la première fois. Et, s'il est vrai que les investissements prévus pour la voirie communale sont en hausse importante

sur l'année 2008, par contre ceux prévus pour les écoles maternelles (-37%) et primaires (-12%), les crèches et garderies (379 000 euros prévus au lieu de 1,6 millions d'euros l'an dernier), l'aide au logement locatif (-44%), et même la propreté urbaine (-35%) sont en chute libre !

### **Tribune Libre\*** **Cibler les vraies priorités**

Robert Alfonsi  
Viviane Driquez  
Lorenzo Mateos  
Sophie Lebedel

Lors du vote du budget nous avons exprimé notre désaccord avec ces choix budgétaires de la majorité municipale. Nous avons tenu à réaffirmer avec force qu'en période de crise les vraies priorités et les efforts budgétaires devraient porter notamment sur :

- Le logement social : Toulon souffre d'un retard endémique. C'est un besoin social prioritaire, axe de la relance économique et créateur d'emplois dans les PME.
- Les crèches et garderies où les besoins sont énormes avec seulement 600 places disponibles dans les crèches municipales.
- L'aide accrue au Centre Communal d'action sociale et au secteur associatif.

Nous savons pertinemment que la commune, seule, ne peut pas tout faire et l'aide de l'agglomération ne suffira pas.

Raison de plus pour cibler, selon nous, les vraies priorités, utiles à la vie quotidienne de nos concitoyens, tout en exigeant de l'Etat qu'il assume les responsabilités financières qui lui incombent pour aider les communes. Sinon, Toulon risque fort de rester engluée dans les ornières du passé.

*\* Tribune Libre des conseillers municipaux du groupe de la gauche toulonnaise, publiée dans « Toulon Méditerranée Magazine » de février-mars 2009.*

**L'**ampleur de la récession industrielle, qui sévit dans le monde depuis octobre 2008, a surpris tous les économistes. En France, le chômage a enregistré en novembre, sa plus forte progression mensuelle (+64 000 demandeurs d'emploi) depuis 1984. Pour 2009, les prévisions sont encore plus pessimistes.

Si le taux de chômage grimpe plus rapidement en France qu'en Allemagne, c'est parce que la flexibilité y est plus importante. Actuellement, dans notre Pays, deux embauchés sur trois le sont en contrat à durée déterminée (CDD).

Une crise sociale de grande ampleur s'annonce.

Les jeunes sont les premières victimes de cette onde de choc qui frappe d'abord les salariés en situation précaire.

La pénurie en logements sociaux qui, à Toulon, est déjà problématique va devenir dramatique. A l'image de certains décideurs publics, pour qui la politique du logement n'est pas un enjeu économique et social de premier plan, le Maire de Toulon ne semble pourtant nullement disposé à respecter l'article 55 de la loi dite SRU, relative à la solidarité sociale et au renouvellement urbain, qui fixe l'obligation pour toute commune de plus de 3500 habitants, d'avoir 20% de logement social.

Le projet de loi sur le logement, de Christine Boutin, qui vise à assouplir les obligations des communes en matière de logement social et à faciliter les modalités des expulsions locatives n'est

malheureusement pas de nature à faire changer d'avis Hubert Falco.

### **Le logement social, un enjeu de premier plan pour Toulon**

**Henri DOËRR**



En pleine crise du logement, ce projet de loi, après son adoption par le Sénat, sera examiné fin janvier 2009 par l'Assemblée Nationale.

Alors que le budget du ministère du logement est en recul de 7%, le 1% logement est menacé d'un prélèvement à hauteur de 850 millions d'euros pour compenser le désengagement de l'Etat.

Dénoncé par vingt-cinq associations regroupées dans un collectif telles qu'Emmaüs, la Fondation Abbe Pierre, ATD Quart Monde, La Croix Rouge française, le Secours catholique, la Fédération de l'entraide protestante, les Restos du Cœur, la Ligue des Droits de l'Homme le projet de loi « Boutin » pourrait conduire, en plus d'une baisse du budget consacré au logement, à :

- une réduction du nombre des ayants droit au logement social,
- une remise en cause du droit au maintien dans les lieux,
- une accélération des expulsions.

Avant même son passage en séance, le gouvernement semble d'ores et déjà avoir obtenu de l'Assemblée Nationale un accord sur une atténuation financière à l'égard des communes qui ne respectent pas le quota de 20% de logement social, à condition qu'elles engagent des programmes d'accession à la propriété.

La Section de Toulon du Parti socialiste demande au Maire de Toulon d'établir

un diagnostic global de la situation du logement dans notre ville afin d'engager au plus vite un programme de construction de logements sociaux favorisant la mixité sociale. C'est le seul moyen de parvenir à briser le processus de ségrégation urbaine d'ores et déjà à l'œuvre et d'offrir des logements adaptés aux toulonnaises et aux toulonnais qui en ont et qui vont en avoir le plus besoin.

---

**A Toulon, comme ailleurs,  
la réduction des dépenses  
de santé a un coût...humain !**

**M**édecins, infirmier(e)s, personnels hospitaliers, toulonnais, étaient nombreux à manifester le 29 janvier, pour défendre le service public de santé.

Ils ont dénoncé à cette occasion la logique exclusivement comptable qui gouverne le projet de réforme de l'hôpital, de Nicolas Sarkozy, qui sacrifie la qualité et l'accès aux soins. Il est sous-tendu par un projet de loi, dit « Bachelot », qui doit être examiné en février par le Parlement.

La tarification à l'activité, dite T2A, est devenue depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 (Nicolas Sarkozy ayant avancé la date initialement prévue), le mode de financement unique des établissements publics de santé (EPS), à l'exclusion des services de Psychiatrie, mais cela ne saurait tarder, puisque, pour eux, c'est prévu pour 2011.

Aujourd'hui, ce sont ainsi les recettes réalisées dans chaque établissement qui déterminent les dépenses et non l'inverse. La dotation globale de financement (DG) versée annuellement disparaît.

Cette réforme pousse à la productivité des actes médicaux et risque de conduire à renoncer aux actes non rentables. Or, tout ce qui relève de l'humain et de la vie ne rapporte pas.

Le Parti socialiste n'est pas hostile à la modernisation des hôpitaux, mais il dénonce une attribution des ressources financières hospitalières, en fonction de la nature et du volume des activités.

La réforme présuppose que pour qu'un hôpital soit « rentable » il faut qu'il couvre une population de 80 000 personnes.

A Toulon, comme partout en France, on assiste ainsi au regroupement autoritaire d'hôpitaux de proximité. Le nouvel hôpital civil, actuellement en construction à Ste Musse, vise à réaliser des gains de productivité en réduisant la durée d'hospitalisation et en abaissant le ratio de personnel par rapport au nombre de lits. C'est d'autant plus grave qu'il proposera un nombre de lits inférieur à la somme des lits des hôpitaux de Font-Pré et de Chalucet qu'il est censé remplacer.

100 000 lits d'hospitalisation ont déjà été fermés dans notre Pays, au cours des dix dernières années et le projet de loi, en augmentant les disparités territoriales, accentue encore cette baisse.

Tandis que la France se dirige vers un engorgement de son système de santé en le centralisant à outrance, les Britanniques et les Espagnols ont fait d'autres choix qui font rimer efficacité et solidarité. Les résultats positifs qu'ils obtiennent, en ce domaine, devraient faire réfléchir nos élus locaux et nos parlementaires.